

**Décrets présidentiels du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003 portant  
nomination de directeurs de la pêche et des  
ressources halieutiques de wilayas.**

Par décret présidentiel du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003, sont nommés directeurs  
de la pêche et des ressources halieutiques aux wilayas  
suivantes, MM. :

- Mohamed Ben Mebarek, à la wilaya de Béchar ;
- Abderrahmane Abad, à la wilaya de Relizane.

Par décret présidentiel du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003, sont nommés directeurs  
de la pêche et des ressources halieutiques aux wilayas  
suivantes, MM. :

- Abdelkader Zidi, à la wilaya de Tlemcen ;

— Mohamed Lakhdar Benazzouz, à la wilaya de  
Ouargla.

Par décret présidentiel du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003, M. Mourad Djaballi est  
nommé directeur de la pêche et des ressources  
halieutiques à la wilaya de Béjaïa.

Par décret présidentiel du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003, M. Kamel Boubidi est  
nommé directeur de la pêche et des ressources  
halieutiques à la wilaya de Skikda.

Par décret présidentiel du 29 Chaoual 1423  
correspondant au 2 janvier 2003, M. Nabil Dendani est  
nommé directeur de la pêche et des ressources  
halieutiques à la wilaya d'El Tarf.

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 14 Chaoual 1423  
correspondant au 18 décembre 2002 modifiant et  
complétant la liste des points d'entrée au  
territoire national relatifs au contrôle  
phytosanitaire aux postes frontières.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre des transports,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani  
1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination  
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-165 du 29 août 1989,  
modifié et complété, fixant les attributions du ministre des  
transports ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,  
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de  
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 93-286 du 9 Joumada Ethania  
1414 correspondant au 23 novembre 1993 réglementant le  
contrôle phytosanitaire aux frontières, notamment son  
article 23 ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415  
correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du  
ministre des finances ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de  
l'article 23 du décret exécutif n° 93-286 du 9 Joumada  
Ethania 1414 correspondant au 23 novembre 1993,  
susvisé, le présent arrêté a pour objet de modifier et  
compléter la liste des points d'entrée au territoire national  
où peuvent s'effectuer les opérations d'importation,  
d'exportation et de transit des végétaux, produits végétaux  
et matériel végétal.

Art. 2. — La liste des points d'entrée fixée par les  
dispositions de l'article 23 du décret exécutif n° 93-286 du  
9 Joumada Ethania 1414 correspondant au 23 novembre  
1993 susvisé, est modifiée, complétée et rédigée comme  
suit :

**Voie aérienne :** aéroports de : Mohamed Khider  
(Biskra) .....

..... (le reste sans changement).....

**Voie maritime :** Ports de : Djendjen (Jijel), Arzew (Oran).....  
..... (le reste sans changement).....

**Voie terrestre :** Postes frontaliers : Aïn Guezzen et Tin-Zaouatine (wilaya de Tamanghasset), Bordj Badji Mokhtar (wilaya d'Adrar), Deb Deb (wilaya d'Illizi), Taleb El Larbi (wilaya d'El Oued).....  
..... (le reste sans changement).....

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1423 correspondant au 18 décembre 2002.

Le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

Saïd BARKAT

Le ministre des transports  
et du développement rural

Abdelmalek SELLAL

Le ministre des finances

Mohamed TERBECHÉ

#### MINISTRE DES FINANCES

#### Arrêté du 18 Ramadhan 1423 correspondant au 23 novembre 2002 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 18 Ramadhan 1423 correspondant au 23 novembre 2002, la caisse nationale de mutualité agricole par abréviation (CNMA) est agréée pour une période transitoire d'une (1) année, en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996, pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées ci-dessous.

Le présent agrément est octroyé à la CNMA pour pratiquer les opérations d'assurance ci-après :

##### 1. Accidents.

##### 2. Maladies.

##### 3. Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires)

3.1 - véhicules terrestres à moteur

##### 6. Corps de véhicules maritimes et lacustres

6.1 - véhicules maritimes

6.1 . 2- véhicules maritimes pêche

##### 7. Marchandises transportées

7.3 - Aériens

7.4 - Maritimes

##### 8. Incendie, explosion et éléments naturels

8.1 - Incendies

8.3 - Tempête

8.4 - Eléments naturels autres que la tempête

##### 9. Autres dommages aux biens

9.1 - Dégâts des eaux

9.2 - Bris de glace

9.3 - Vol

9.6 - Risques agricoles

9.6 .1 - Grêle

9.6 .4 - Mortalité du bétail

9.6 .5 - Mortalité des volailles et assimilées

9.6 .7 - Mortalité des autres animaux

9.6 .8 - Autres dommages agricoles

##### 10. Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs

10.1 - Responsabilité civile véhicule

10.2 - Responsabilité civile transporteur

##### 12. Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres

12.1 - Responsabilité civile pour véhicules maritimes

##### 13. Responsabilité civile générale

13.4 - Responsabilité civile construction

##### 14. Crédits

##### 15. Caution

##### 27. Réassurance

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.



#### Arrêté du 5 Chaoual 1423 correspondant au 9 décembre 2002 portant agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture "MAATEC".

Par arrêté du 5 Chaoual 1423 correspondant au 9 décembre 2002 et en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie Aouel 1416 correspondant au 3 août 1996 la "Mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture" par abréviation (MAATEC) est agréée pour une période transitoire d'une année.